

Croissance et déficit commercial

Les règles ont changé!

Par la Pr. Nehza LAHRICHI



Nehza Lahrichi, ancienne conseillère du Premier ministre et ancienne présidente de la Smaex, est aujourd'hui présidente du Conseil national du commerce extérieur (Ph. Privée)

DANS le nouveau contexte (voir encadré sur les nouvelles règles), au Maroc, on ne peut plus dire que le commerce extérieur contribue négativement à la croissance. Cette analyse découlait du modèle comptable traditionnel, où toute importa-

tion était considérée comme négative, alors qu'il y a des importations «productives». Autre idée à dépasser, celle qui dit que toute détérioration du solde commercial (même en cas d'excédent) contribue négativement à la croissance. Partant de là, on pense que la réduction du déficit est la seule voie pour aboutir à une contribution positive du commerce extérieur à la croissance PIB.

Pour valider cette approche, nous avons interrogé un modèle qui explique la croissance par le capital humain, l'investissement et les exportations. La conclusion est que les exportations sont l'un des moteurs de la croissance, mais elles ne sont pas la seule voie de réduction du déficit commercial. L'analyse du déficit est un passage obligé : le premier est l'effet prix de l'énergie et des produits de base; le second est la prédominance des importations incompressibles (77% des importations totales); le troisième est la satisfaction de la consommation intermédiaire par les importations (40%), d'une façon plus précise la part de l'investissement satisfaite par les importa-

tions est de 58% et celle de la consommation finale est de 25% en 2011.

Le développement des exportations est nécessaire mais pas suffisant. Le fort contenu en intrants importés du système productif pose la question d'une gestion efficace de l'intersectoriel qui se traduirait par une augmentation de la valeur ajoutée locale tant exportée que vendue sur le marché domestique.

Qu'apportent les plans sectoriels marocains à la réduction du déficit commercial?

Pour répondre, il aurait fallu identifier des objectifs clairs de l'évolution du PIB de chaque secteur et son partage entre la production destinée au marché local et les exportations. La disponibilité de ces informations est difficile car les horizons temporels sont différenciés; en outre l'évolution des objectifs des plans sectoriels suppose leur structuration selon la logique de la comptabilité nationale pour pouvoir utiliser la matrice des échanges intersectoriels.

Malgré ces difficultés, le CNCE a tenté un exercice de mise en cohérence à l'horizon 2015. Nous en avons déduit des objectifs de croissance par secteur.

Les résultats montrent une réduction du déficit commercial de 14 points à l'horizon 2015. L'atténuation du déficit à un niveau soutenable peut contribuer à la croissance à condition d'ériger en priorité une production à valeur ajoutée locale et de garantir

commerce international ont un dispositif de veille qui consiste à surveiller leur environnement pour l'aide à la décision et pour dégager des postures soit offensives soit

Les nouvelles règles mondiales

DEPUIS la fin des années 1990, une nouvelle géographie économique est apparue. Le processus de fabrication est fragmenté, les sites se spécialisent par segments de valeur ajoutée. Les 2/3 du commerce mondial concernent les biens manufacturés. Plus important : les exportations contiennent 40% d'importation.

Les exportations dépendent des importations. Le défi est donc de progresser dans la chaîne des valeurs! Cette nouvelle donnée a deux conséquences essentielles:

1-La valeur des échanges internationaux est gonflée, une grande partie se retrouve comptabilisée plusieurs fois à chaque passage de frontières, d'où la nécessité d'une comptabilité du commerce international en valeur ajoutée, travail en cours par l'OMC.

2-Plus un pays est intégré dans les chaînes mondiales de production, plus les droits de douane cessent

soutenable peut contribuer à la croissance à condition d'ériger en priorité une production à valeur ajoutée locale et de garantir une concurrence loyale sur le marché local sans que l'instrument de défense commerciale ne soit interprété comme moyen de réduction des importations.

Par ailleurs, dans le grand chambardement de l'industrie mondiale, il y a des perdants et des gagnants. Des éclairages novateurs sur les phénomènes en jeu sont nécessaires.

1- Quelles sont les leçons de la politique industrielle des gagnants?

2- Comment organiser l'intégration au niveau national pour réussir l'intégration au niveau mondial?

3- Quels sont les secteurs d'avenir?

Il n'y a pas de réponse clés en main, chaque pays doit agir sur sa trajectoire en étant pragmatique et en maîtrisant les enjeux de l'information.

Tous les pays bien positionnés dans le

2-Plus un pays est intégré dans les chaînes mondiales de production, plus les droits de douane cessent d'être un instrument pertinent, d'où le recours aux mesures non tarifaires qui a impliqué la mise en place du Global Trade Alert, réseau d'instituts qui recensent les mesures protectionnistes. □

défensives. La compétition internationale acharnée transforme le renseignement en enjeu stratégique, la Corée du Sud dispose d'une véritable machine de guerre économique et la Turquie a mis en place un modèle pensé pour la conquête des marchés. L'anticipation des évolutions (et non la réaction) est cruciale car elle est créatrice de valeur, clé centrale de la croissance économique, une croissance à répartir équitablement pour maintenir les conditions de sa pérennité. □

Quelle corrélation entre déficit commercial et croissance économique ?

Un éclairage préalable est nécessaire, celui de la géographie économique à l'œuvre depuis la fin des années 90 ; en effet il y a une fragmentation des processus de production et une spécialisation des sites par segments de valeur ajoutée qui a impliquée un essor du commerce mondial : les 2/3 concernent les biens manufacturés mais surtout une grande part du prix d'une exportation correspond à la valeur des intrants importés. Le contenu en importations des exportations est estimé à 40% au niveau mondial, c'est pour dire que la dépendance des exportations en importations à progresser dans tous les pays, le défi reste celui de progresser dans la chaîne des valeurs !. Deux conséquences essentielles : 1-La valeur des échanges internationaux est gonflée, une grande partie se retrouve comptabilisée plusieurs fois à chaque passage de frontières, d'où la nécessité d'une comptabilité du commerce international en valeur ajoutée, travail en cours par l'OMC. 2-Plus un pays est intégré dans les chaînes mondiales de production, plus les droits de douane cessent d'être un instrument pertinent, d'où le recours aux mesures non tarifaires qui a impliqué la mise en place du Global Trade Alert, réseau d'instituts qui recensent les mesures protectionnistes.

L'analyse de la corrélation entre croissance et déficit commercial impose la clarification de l'idée dominante, qui consiste à dire qu'au Maroc, le commerce extérieur contribue négativement à la croissance. Cette appréciation découle du modèle comptable traditionnel qui a deux fondements : 1-Toute importation est considérée comme négative, alors qu'il y a des importations « productives ». 2-Toute détérioration du solde commercial même en cas d'excédent conduit à une contribution négative du commerce extérieur à la croissance. Par conséquent la réduction du déficit est la seule voie pour aboutir à une contribution positive du commerce extérieur à la croissance PIB.

Pour valider cette approche, nous avons interrogé un modèle qui explique la croissance par le capital humain, l'investissement et les exportations. La conclusion évidente est que les exportations sont l'un des moteurs de la croissance, mais elles ne sont pas la seule voie de réduction du déficit commercial, dont l'analyse des déterminants est un passage obligé, le premier est l'effet prix de l'énergie et des produits de base, le second est la prédominance des importations incompressibles (77% des importations totales), le troisième est la satisfaction de la consommation intermédiaire par les importations (40%), d'une façon plus précise la part de l'investissement satisfaite par les importations est de 58% et celle de la consommation finale est de 25% en 2011.

En définitive, la poursuite de la politique de développement des exportations est nécessaire mais pas suffisante. Le fort contenu en intrants importés du système productif pose la question d'une gestion efficace de l'intersectoriel qui se traduirait par une augmentation de la valeur ajoutée locale tant exportée que vendue sur le marché domestique.

Le Maroc dispose de plusieurs plans sectoriels, quelle réponse apportent-ils à la réduction du déficit commercial ?

Pour répondre, il aurait fallu identifier des objectifs clairs de l'évolution du PIB de chaque secteur et son partage entre la production destinée au marché locale et les exportations. La disponibilité de ces informations est difficile car les horizons temporels sont différenciés ; en outre l'évolution des objectifs des plans sectoriels suppose leur structuration selon la logique de la comptabilité nationale pour pouvoir utiliser la matrice des échanges intersectoriels.

Malgré ces difficultés, le CNCE a tenté un exercice de mise en cohérence à l'horizon 2015 qui a permis de déduire des objectifs de croissance par secteur .Les résultats laissent apparaître une réduction du déficit commercial de 14 points à l'horizon 2015.

En conclusion, l'atténuation du déficit à un niveau soutenable peut contribuer à la croissance à condition d'ériger en priorité une production à valeur ajoutée locale et de garantir une concurrence loyale sur le marché local sans que l'instrument de défense commerciale ne soit interprété comme moyen de réduction des importations.

Par ailleurs, dans le grand chambardement de l'industrie mondiale il y a des perdants et des gagnants, par conséquent des éclairages novateurs sur les phénomènes en jeu sont nécessaires. 1-Quelles sont les leçons de la politique industrielle des gagnants ? 2-Comment organiser l'intégration au niveau national pour réussir l'intégration au niveau mondial ? 3-Quels sont les secteurs d'avenir ?

Il n'y a pas de réponse clé en main, chaque pays doit agir sur sa trajectoire en étant pragmatique et en maîtrisant les enjeux de l'information. Tous les pays bien positionnés dans le commerce international ont un dispositif de veille qui consiste à surveiller leur environnement pour l'aide à la décision et pour dégager des postures soit offensives soit défensives. La compétition internationale acharnée transforme le renseignement en enjeu stratégique, la Corée du Sud dispose d'une véritable machine de guerre économique et la Turquie a mis en place un modèle pensé pour la conquête des marchés. L'anticipation des évolutions (et non la réaction) est cruciale car elle est créatrice de valeur, clé centrale de la croissance économique, une croissance à répartir équitablement pour maintenir les conditions de sa pérennité.

Nezha LAHRICHI